



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 5 – 2 février 2022

En bref

En 2021, les envois de fonds vers le Mexique par les ressortissants étrangers ont atteint 51,6 Mds USD, établissant un nouveau record. Selon les données de la Banque du Mexique (Banxico), ces transferts représentent une augmentation de 27 % par rapport aux 40,6 Mds USD enregistrés en 2020. Pour le seul mois de décembre 2021, l'augmentation des transferts de fonds a été de 30,4 % (g.a), passant de 3,65 Mds USD à plus de 4,76 Mds USD en un an.

LE CHIFFRE À RETENIR

142 271

La création d'emplois formels au Mexique en janvier. Il s'agit du chiffre le plus élevé de ces 24 dernières années.

Zoom sur : La pauvreté en Amérique latine

Baisse de la pauvreté et hausse de l'extrême pauvreté en 2021 en Amérique latine, selon la CEPAL. L'organisme des Nations Unies a publié son Panorama social annuel. Selon la CEPAL, l'extrême pauvreté a poursuivi en 2021 sa remontée entamée en 2015, passant de 13,1 à 13,8% de la population du continent. La pauvreté a pour sa part reculé de 33% à 32,1% de la population. Dans le contexte de la pandémie, le rapport revient également sur les dépenses en matière de santé. Alors que les Nations Unies recommandent une dépense publique de 6% du PIB dans ce secteur, celles-ci ne représentent que 2,1% du PIB au Guatemala, 2,8% au Honduras, 4,5% au Salvador et 5,1% au Nicaragua. Le Guatemala affiche par ailleurs le reste à charge (une fois pris en compte les schémas publics et privés d'assurance santé) pour les patients le plus élevé du continent, à 57,5% du total des dépenses de santé (51,2% pour le Honduras, 32,9% pour le Nicaragua et 28,8% pour El Salvador).

Mexique

1 COVID-19

A la fin de la journée du 2 février, le Mexique enregistrait 306 920 décès en raison de **l'épidémie de COVID-19**, soit +1,59 % en une semaine. 4 985 689 cas confirmés ont été enregistrés (+5,39 % en une semaine). Au 2 février, 64,24 % de la population mexicaine a reçu au moins une dose de vaccin.

2 ECONOMIE

L'activité économique au Mexique s'est contractée pour la deuxième fois **d'affilée** au quatrième trimestre 2021 (-0,1% g.t). Ce résultat est notamment dû au déclin des services et à la faible performance de l'industrie. Par secteur, on constate une hausse du primaire et du secondaire respectivement de 0,3 % et 0,4 % tandis que le tertiaire a chuté de 0,7 %. Au troisième trimestre, le PIB s'était contracté de 0,4 % (g.t), interrompant une série de quatre trimestres consécutifs de hausse, selon les chiffres de l'Institut national de statistique et de géographie (Inegi). Néanmoins, la croissance économique du Mexique était de 5 % en 2021, après la chute de 8,5 % en 2020.

Les analystes de la Banque centrale du Mexique (Banxico) ont de nouveau revu à la baisse leurs estimations de croissance pour 2022. Ils estiment que le PIB devrait croître de 2,2 % cette année, contre 2,77 % prévus dans l'enquête de décembre dernier. Ceci est dû à la faiblesse des derniers mois de 2021 et de l'impact du variant omicron, qui se reflète déjà dans certains indicateurs en janvier. Les prévisions de

croissance pour 2023 ont également diminué (2,1 % contre 2,15 % en décembre).

Les exportations de marchandises mexicaines ont enregistré une augmentation record de 18,52 % (g.a) en 2021, atteignant un total de 494,2 Mds USD. Ce résultat fait suite à une baisse de 9,47 % en 2020. Ces chiffres sont dus à la réouverture de l'économie américaine, qui a stimulé la consommation et augmenté la demande d'exportations automobiles, ainsi que des industries textiles et chimiques. Les ventes de produits mexicains à l'étranger ont enregistré au cours de l'année 2021 leur plus forte hausse depuis 2010, quand elles avaient augmenté de 29,94 %, selon les données de l'Institut national de statistique et de géographie (Inegi). Les exportations agricoles et de pêche se sont particulièrement démarquées en clôturant l'année avec 19,7 Mds USD (+7,6 % g.a), selon les données les plus récentes du Système d'information sur l'agriculture et la pêche (SIAP). Il s'agit pour ces activités du résultat le plus élevé de l'histoire du pays.

La Commission de régulation de l'énergie (CRE) a indiqué que pour la semaine du 30 janvier au 5 février, le prix maximum du gaz liquéfié à Mexico sera de 22,44 MXN par kilogramme, son niveau le plus élevé depuis novembre. Le gaz domestique a ainsi accumulé quatre semaines d'augmentation dans les 16 municipalités de la capitale du pays. D'autre part, le prix moyen du GPL au niveau national s'est établi à 23,01 MXN par kilogramme, son coût le plus élevé au cours des neuf dernières semaines.

La création d'emplois formels au Mexique, mesurée par les affiliés de l'IMSS, a enregistré en janvier le chiffre le plus élevé de ces 24 dernières années, avec 142 271 emplois. Les indicateurs de la Présidence de la République montrent que

l'augmentation en janvier de cette année a été 196,9 % supérieure à celle du même mois de l'année dernière, quand 47 919 emplois avaient été créés. Néanmoins, selon Alejandro Javier Saldaña Brito, économiste en chef de BX+, certes il y a eu une reprise de l'emploi dans le pays ces derniers mois, mais si l'on analyse les chiffres de l'INEGI, on constate qu'une grande partie des emplois récupérés l'ont été dans le secteur informel et dans des emplois où les salaires sont plus bas.

3 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

La réforme de l'électricité voulue par l'administration actuelle impacterait les efforts environnementaux qui ont été faits au Mexique, si elle est approuvée dans les termes où elle est proposée. Par ailleurs, elle rendrait impossible le respect de l'accord de Paris, a averti Odracir Barquera, directeur général de la planification du Conseil de coordination des entreprises (CCE). Selon le laboratoire américain National Renewable Energy Laboratory (NREL), l'adoption de l'initiative augmenterait les émissions de dioxyde de carbone de 62,5 % et entraînerait 65 % d'émissions polluantes de plus que ce à quoi le pays s'est engagé dans l'accord de Paris, à savoir 31 % pour la seule production d'électricité d'ici 2030.

La production de pétrole brut de la compagnie Petroleos Mexicanos (Pemex) a enregistré une moyenne de 1,8 millions de barils par jour au cours de l'année 2021. Il s'agit de son niveau le plus élevé depuis le début du mandat actuel, a indiqué jeudi la compagnie pétrolière publique. Ainsi, la production de pétrole a enregistré une croissance de 3 % par rapport à 2020. Concernant les exportations, Pemex a indiqué avoir vendu 1,02 millions de barils de pétrole brut à l'étranger, ce qui s'est traduit par des ventes de 24,3 Mds USD, soit 63,4 % (g.a) de plus que

l'année précédente et leur plus haut niveau depuis 2018, et ce malgré une diminution des barils exportés.

Indicateur	Variation depuis le 26/01/22	Variation sur un an glissant	Niveau 02/02/2022
Bourse (IPC)	+1,95%	+18,38%	51 037,05 points
Taux de change USD/MXN	-0,43%	+2,12%	20,58
Taux de change EUR/ MXN	+0,47%	-4,32%	23,26
Prix du baril mexicain	+0,97%	+62,39%	81,81

Amérique centrale

1. Région

La BCIE, principal bailleur de la région, a déboursé 2,2 Mds USD en 2021. Par ailleurs, le portefeuille de projets approuvés par la Banque est passé de 2,4 Mds USD en 2018 à 3,7 Mds en 2021, illustrant le fort engagement du bailleur multilatéral dans le contexte de la réponse aux effets de la pandémie. Le Salvador, avec 1 Md USD, a été le pays qui a reçu le plus de fonds de la part de la banque en 2021 (48% du total accordé par la BCIE, au-delà du plafond théorique de 30% par pays). Le Honduras a bénéficié de 253M USD, dont 54% sont allés au secteur public souverain et 44% au secteur privé (le reste en dons, coopération...). Le Guatemala n'a reçu que 5% des fonds de la BCIE sur l'année

soit 104 MUSD. En termes d'approbation de projets, le Honduras et El Salvador concentrent une grande partie des financements. La BCIE a approuvé cinq opérations de financement au Honduras pour un montant de 730M USD (dont 98% pour le secteur public). El Salvador a enregistré 884 MUSD d'approbations en 2021. Le directeur de la BCIE, Dante Mossi, précise que la banque assure la moitié des financements octroyés par des bailleurs dans la région. Elle prévoit d'ouvrir des bureaux cette année en Corée du Sud, à Madrid et à Buenos Aires ainsi qu'au Belize en 2023.

2. Guatemala

Les exportations guatémaltèques ont connu une croissance de 22,5% g.a. à fin novembre 2021. Celles-ci ont atteint 12,2 Mds USD alors que les importations ont quant à elles augmenté de 45% pour atteindre 24 Mds USD. Sur les onze premiers mois de 2021, les articles vestimentaires ont compté pour 12% des exportations, le café pour 7% et les huiles comestibles pour 6%. Les importations de combustibles ont représenté 10% des importations totales, suivies des véhicules pour 8% et des machines industrielles pour 7%.

Selon la Superintendance des banques (SIB), les crédits bancaires atteignent 30,2 Mds USD (232,4 Mds GTQ) à fin décembre 2021, en hausse de 13% g.a. Cette hausse s'inscrit dans la dynamique de ces dernières années (+6% par an entre 2018 et 2020). En tête des secteurs porteurs du crédit, celui aux grandes entreprises s'élève à 17,8 Mds USD (59% du total). Les microcrédits (2% du total) et le crédit à la consommation (30% du total) ont connu quant à eux les hausses les plus importantes, de respectivement + 57% et + 17%. Cette forte hausse du microcrédit est le fruit d'une politique d'amélioration d'accès pour les PME. Selon la

Banque centrale, la croissance devrait perdurer en 2022 (entre 8% et 11% pour le secteur privé).

L'allocation budgétaire pour les 340 communes du Guatemala atteindra 1,1 Md USD en 2022, une hausse de 15,7% par rapport au budget alloué en 2021. Cette hausse des allocations aux communes est possible grâce à la bonne collecte fiscale de 2021 (8,9 Mds USD soit 21% supérieur aux objectifs de début d'année). 90% de ces dépenses devront être attribuées à des projets d'éducation, de santé ou d'infrastructures. Selon le directeur du cercle de réflexion Fundesa, l'absence d'une stratégie de mise en œuvre de programmes de développement urbain, que ce soit par les municipalités ou par l'Association nationale des municipalités, ne permettra pas un impact positif sur le développement des villes. En 2021, la région capitale avait concentré 13% du budget national dont 3% pour la capitale.

3. Honduras

La Présidente Xiomara Castro a présenté les membres de son Gouvernement. La nouvelle ministre des finances, Rixi Moncada, occupait auparavant le poste de Conseillère principale du Conseil électoral et a présidé l'entreprise électrique ENEE avant le coup d'Etat de 2009. La Présidente a placé à la tête de la Banque centrale l'économiste et ancienne ministre des finances sous Manuel Zelaya, Rebeca Santos. Le Ministère du développement économique sera dirigé par Pedro Barquero, Chef du parti PSH qui s'est joint à la coalition. Le Ministère pour le développement et l'inclusion sociale sera quant à lui dirigé par José Carlos Cardona et celui des Infrastructure par Mauricio Ramos.

Le syndicat patronal COHEP met en garde les acteurs politiques sur le risque de crise

économique et d'attractivité face à la crise du Congrès. L'organisme déplore notamment le manque de dialogue politique et la politisation du pouvoir judiciaire affaiblissant tout l'appareil d'Etat. La Cohep alerte en particulier sur les premiers effets visibles de cette crise comme la dégradation des obligations souveraines et la reconsidération d'investisseurs étrangers à se positionner à court terme. Enfin, le communiqué assure la nouvelle Présidente Castro du soutien du syndicat.

La nouvelle Présidente Xiomara Castro a envoyé au Congrès son premier décret, proposant la **gratuité de l'électricité jusqu'à 150 kW pour plus d'un million de Honduriens**. Cette promesse de campagne accompagne la volonté de la Présidente de s'attaquer en profondeur à l'entreprise nationale électrique ENEE en cherchant notamment à la scinder en deux (production et distribution). Cette première initiative se heurte cependant à la crise profonde qui touche le Congrès, sans président actuellement alors que les deux candidats « élus » attendent une décision de la Cour suprême de justice. La Présidente a par ailleurs annoncé des subventions conséquentes pour juguler la forte hausse du prix du pétrole qui menace le pouvoir d'achat des ménages honduriens.

4. Nicaragua

Le Nicaragua annonce le premier « grand programme de logement » financé par la Chine. Le Nicaragua a rétabli en janvier les relations diplomatiques avec la Chine continentale après les avoir rompues avec Taïwan. L'intervention chinoise, dont le montant n'a pas été précisé, permettra la construction de maisons dans 84 des 153 municipalités du pays. Cette annonce survient deux semaines après la signature d'une série d'accords (coopération commerciale,

établissement d'un mécanisme de consultations politiques...) entre les deux pays. Le programme apparaît par ailleurs similaire à celui baptisé « Maisons de solidarité » que le gouvernement sandiniste a développé avec la coopération de Taïwan, qui avait permis de développer 1 826 logements sociaux dans 49 municipalités du pays d'Amérique centrale.

5. Panama

Augmentation de la dette publique de 13,9 Mds USD sous le mandat Cortizo. Alors que la dette publique était de 26,6 Mds USD lors de la prise de pouvoir du Président Cortizo en juin 2019, elle dépasse aujourd'hui les 40 Mds USD, soit deux années et demi plus tard. Il s'agit de la plus importante augmentation de dette publique que le Panama ait connu en si peu de temps. Bien que la pandémie soit une explication de cette augmentation significative, il n'en demeure pas moins que, pour beaucoup d'experts économiques, le gaspillage budgétaire puisse également participer à une telle augmentation. Par ailleurs, le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) prévoit pour 2022 un endettement de l'Etat de l'ordre de 4 Mds, amenant la dette publique à niveau de 44 Mds USD.

La BCIE, un soutien financier de taille pour le Panama. La BCIE a déboursé plus de 2,5 Mds USD en 5 ans pour soutenir financièrement le Panama. La banque régionale a notamment prêté au secteur privé 1,3 Mds USD et a déboursé près de 1,2 Mds USD en financement ciblé sur des projets relatifs à l'énergie, aux infrastructures, et à l'intermédiation financière. Par ailleurs, évoquant les projets emblématiques du Panama pour lesquels la BCIE apporte un financement, le représentant de la BCIE, a mentionné la participation de la banque dans la construction de l'usine de gaz naturel dans la région de Colon.

La BCIE souligne également avoir concentré son financement sur le soutien aux TPE-PME, lourdement affectées par la crise COVID. Plus spécifiquement, la BCIE a joué un rôle majeur pendant la pandémie, et se présente depuis plus de deux ans comme un allié financier stratégique pour le Panama.

6. Costa Rica

L'Institut National des Assurances (INS) costaricien lance sur le marché une police **d'assurance pour les 'digital nomad'**. La nouvelle police d'assurance répond à un besoin de protection sociale pour un nouveau public de travailleurs, les 'digital nomad'. Cette couverture sociale concernera à la fois les dépenses médicales en cas de maladie (pandémie, maladie chronique, ...) ainsi que des dépenses relatives au vol d'équipements électroniques ou à la perte de passeport. L'INS souligne qu'il s'agit de la première police d'assurance de ce type sur le marché des assurances. Le lancement de cette assurance s'inscrit également dans une politique costaricienne promouvant l'attractivité du pays, ouvert aux télétravailleurs. Une loi pour 'attirer les travailleurs et prestataires à distance de services à caractère international' entrera d'ailleurs bientôt en vigueur. Pays, faisant du tourisme un moteur de son économie, le Costa Rica déploie de nombreuses mesures en vue de faciliter un nouveau type de tourisme, le tourisme d'affaires.

L'hydrogène vert, une filière d'avenir pour le Costa Rica. L'hydrogène vert, en tant que combustible renouvelable, sera notamment utilisé dans le secteur des transports, secteur qui aujourd'hui participe pour près de 65% de la consommation énergétique du Costa Rica, utilisant notamment de nombreux combustibles fossiles importés en grande majorité pour un coût annuel de 2 Mds USD. Plusieurs experts

affirment que l'hydrogène vert permettra au pays de s'émanciper du pétrole, et ainsi de participer à la décarbonation de nombreux secteurs économiques tels que les transports et l'agriculture. Il convient de rappeler que le Président Alvarado a signé fin décembre un décret relatif au 'développement d'une économie de l'hydrogène vert'. D'après une étude de marché, le Costa Rica pourrait produire près de 6 M de tonnes d'hydrogène vert par an, soit 8,5% de la demande mondiale. Par ailleurs, développer cette industrie permettrait de générer d'ici 2050 pas moins de 221 000 emplois et de contribuer à une augmentation du PIB de 484 M USD par an. La marque costaricienne de « pays vert et écologique » serait ainsi davantage exploitée avec le développement et la promotion d'une telle filière.

Caraïbes

1. Cuba

A Cuba la faible disponibilité de médicaments se poursuit. Si la santé publique constitue l'une des « forces » de Cuba, elle pâtit paradoxalement d'une faible disponibilité de médicaments due notamment à la diminution des importations et à la baisse des niveaux de production. Déjà affecté par les difficultés inhérentes à l'embargo américain, la situation économique et financière de l'île et la crise sanitaire, le secteur fait face à une aggravation des pénuries de médicaments révélant les carences du système de santé cubain. Selon l'acteur public Biocubafarma (*consortium public de l'industrie biopharmaceutique cubaine*), seulement 121 médicaments étaient disponibles en 2021, soit 34% de la production habituelle. En effet Biocubafarma produit 359 des 619 médicaments du « panier sanitaire » basique. Ces pénuries s'expliqueraient par des facteurs externes,

notamment le manque de matières premières et d'accès au financement (local et international), accentués par la crise sanitaire actuelle. En 2021 le pays a dû utiliser 50% des financements attribués au secteur dans le développement et la production de vaccins contre la Covid-19, laissant la moitié des ressources nécessaires à l'acquisition des matières premières pour la production des médicaments de base.

Développement d'un tissu de PME privées à Cuba. La politique de libéralisation partielle de l'économie ayant vocation à compléter les activités publiques des entreprises d'Etat, commence à porter ses premiers fruits : à fin 2021, 1286 nouvelles PME et coopératives non agricoles (CNA), dont 26 publiques (*créées par des entreprises publiques comme centres de profits autonomes*), avaient été approuvées par l'Etat après 4 mois de mise en place de la nouvelle procédure d'autorisation d'acteurs « *non étatiques* » dans le cadre de la loi de dynamisation de l'économie cubaine d'août 2021. Les activités dans lesquelles les approbations ont été faites par vagues sont principalement dans des secteurs considérés comme prioritaires par le gouvernement (22% dans la production alimentaire, 40% dans des activités d'exportation de biens et services, 9% dans des entreprises technologiques,...).

Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 02/02/2022</i>	Pourcentage de la population vaccinée <i>Dernières données disponibles</i>
Costa Rica	708 560 <i>Décès : 7 605</i>	78,99% <i>(31/01)</i>
Cuba	1 047 860 <i>Décès : 8 415</i>	93,41% <i>(31/01)</i>
Guatemala	698 385 <i>Décès : 16 421</i>	38,05% <i>(01/02)</i>
Haiti	29 323 <i>Décès : 876</i>	1,13% <i>(21/01)</i>
Honduras	391 874 <i>Décès : 10 512</i>	50,05% <i>(21/01)</i>
Jamaïque	124 967 <i>Décès : 2 675</i>	25,12% <i>(02/02)</i>
Nicaragua	17 709 <i>Décès : 221</i>	78,78% <i>(02/02)</i>
Panama	711 691 <i>Décès : 7 773</i>	71,32% <i>(02/02)</i>
El Salvador	135 109 <i>Décès : 3 921</i>	69,55% <i>(30/01)</i>
République dominicaine	557 919 <i>Décès : 4 313</i>	63,95% <i>(02/02)</i>

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédacteurs : SE du Guatemala, SE du Panama, SE de Saint-Domingue, SE de la Havane

Pour s'abonner : <https://www.linkedin.com/company/economico-embajada-francia-en-cdmx/>